

Régis JUANICO
Député de la Loire
Conseiller Général de la Loire

Saint-Etienne, le 12 mai 2009

M. Laurent WAUQUIEZ
Secrétaire d'Etat chargé
de l'Emploi
139, rue de Bercy
75572 PARIS Cedex 12

Nos références RJ/JJ/120509#053

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Comme vous le savez, la société Jean Caby, filiale du géant du Porc Smithfield Foods a annoncé brutalement le 9 septembre dernier, la fermeture de son unité de fabrication de produits cuits de charcuterie à St-Priest-en-Jarez dans la Loire qui se traduit par la suppression de 350 emplois.

Dès cette annonce connue, tous les élus locaux concernés se sont mobilisés aux côtés des salariés avec le concours des services de l'Etat pour exiger des dirigeants de l'entreprise un plan de sauvegarde de l'emploi exemplaire et des mesures de revitalisation économique du bassin d'emploi à la hauteur du préjudice subi par les salariés et notre territoire. Nous avons d'ailleurs été reçus par votre directeur de cabinet à Bercy.

Le site Jean Caby de St-Priest-en-Jarez est à l'arrêt depuis le 30 avril. En novembre, un plan de sauvegarde de l'emploi a été signé après négociations dans l'entreprise. Depuis, près de la moitié des salariés ont trouvé une solution de reconversion : 15 ont été reclassés au sein des sites du groupe Jean Caby en Rhône-Alpes, 17 ont été mutés dans les unités du Nord et de la Bretagne, 20 salariés ont bénéficié d'un dispositif de départs volontaires anticipés et une centaine de salariés ont pu retrouver un emploi (CDI ou CDD de plus de 6 mois).

Monsieur le Secrétaire d'Etat , sur les 340 salariés de Jean Caby concernés par les suppressions d'emploi, 173 sont encore sur le carreau.

Alors que les dirigeants du groupe Aoste ont confirmé leur souhait de ne pas vendre le site de St-Priest-en-Jarez à un concurrent direct du secteur de la charcuterie, je souhaiterais savoir si vos services sont informés des perspectives de reprise du site ? Je souhaiterais surtout connaître les mesures de revitalisation économique désormais envisagées sur le site même ou sur le bassin d'emploi pour permettre le reclassement des 173 salariés qui attendent dans l'angoisse une solution ?

Vous remerciant par avance de votre réponse, je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'expression de mes salutations distinguées.

Régis JUANICO